



Appel à Communications
Journées d'études internationales
20-21 octobre 2021, MSH-Paris Nord

Innovations et métamorphoses monétaires
Quelles monnaies pour quelles politiques économiques dans le contexte de crises ?

Responsables scientifiques : Benjamin Lemoine (IRISSO, Dauphine), Jonathan Marie (CEPN, Université Sorbonne Paris Nord) et Jean-François Ponsot (PACTE, Université Grenoble Alpes)

Comité scientifique : Jérôme Blanc (Triangle, Science Po Lyon), Thomas Boccon-Gibod (Iphig, Université Grenoble Alpes), Benjamin Braun (Max Planck Institute for the Study of Societies), Bruno de Conti (Université Campinas), Jézabel Couppey-Soubéran (CES, Université Paris 1), Ludovic Desmedt (LEDi, Université de Bourgogne), Daouda Drabo (LEDi, Université Grenoble Alpes), Marie Fare (Triangle, Université Lyon 2), Jonas Grangeray (CEPN, Université Sorbonne Paris Nord), Odile Lakowski-Laguerre (CRIISEA, Université Picardie Jules Verne), Laurent Le Maux (LEGO, Université de Brest), Virginie Monvoisin (Grenoble Ecole de Management), Pépita Ould-Ahmed (CESSMA, Université de Paris) et Laurence Scialom (EconomiX, Université Paris Nanterre)

Le programme *Innovations Monétaires et Confiances (In-Moco)* et le projet *Métamorphoses des monnaies et des politiques monétaires. Quelles monnaies pour quelles politiques économiques dans le contexte de crises ?* organisent une double journée d'études à l'automne 2021 et cherchent à constituer un réseau international et pluridisciplinaire de recherche sur l'analyse des évolutions monétaires dans le contexte d'imbrication des crises. **Les journées d'études se dérouleront les 20 et 21 octobre à la MSH Paris Nord.** Si le contexte sanitaire ne le permettait pas, les journées d'études se dérouleraient à distance, mais nous souhaitons ardemment pouvoir organiser ces journées en présence. Toutes les sessions seront organisées en plénière (pas de sessions parallèles). A l'issue des journées d'études, la préparation d'un numéro spécial de revue est envisagée ; les articles retenus pour cette publication seraient alors évalués selon les standards internationaux.

Les propositions de communications doivent être soumises avant le 1^{er} mai 2021, envoyées par e-mail à :

benjamin.lemoine@dauphine.psl.eu ; jonathan.marie@univ-paris13.fr ; jean-francois.ponsot@univ-grenoble-alpes.fr

Les propositions ne doivent pas excéder une page plus une bibliographie sélective et elles seront étudiées par le comité scientifique. Un retour sera fait avant juin aux autrices et auteurs. Les communications pourront se dérouler en français ou en anglais. Les contributions de jeunes collègues sont vivement encouragées.



Objet de l'appel

Dans un contexte ouvert par la crise de la Covid-19 marqué par d'intenses débats sur les questions monétaires, il s'agit d'établir un premier bilan des transformations survenues plus ou moins ouvertement concernant les pratiques, pendant la pandémie, et de réfléchir à la nécessaire évolution des politiques monétaires dans le cadre de l'ensemble de la politique économique, en particulier dans son articulation avec la politique budgétaire. La construction de la réflexion sur ces questions économiques sera ancrée dans les sciences sociales (au-delà de l'économie, les contributions émanant de collègues spécialistes de science politique, d'histoire ou encore de sociologie seront particulièrement bienvenues). La politique économique, qui inclut la politique monétaire, est amenée à évoluer dans ses objectifs comme dans la façon dont elle est mobilisée. Ces modalités doivent être analysées et questionnées et mises en perspectives avec les évolutions historiques du fait monétaire.

Les propositions de contributions peuvent particulièrement s'orienter vers deux axes :

I. Les déplacements institutionnels des politiques monétaires

Le premier axe de réflexion sera focalisé sur l'analyse de court terme et la compréhension du contexte contemporain. Comment évolue l'articulation entre la politique monétaire et les autres instruments de la politique économique suite à la crise ? Quel agenda précis est-il poursuivi au sein des banques centrales faisant progressivement évoluer les dogmes qui paraissaient stabilisés et inébranlables, depuis l'exercice de révision stratégique de la Banque Centrale Européenne, inspiré de la *Federal Reserve* (FED) aux États-Unis, et les débats sur l'inclusion des actifs financiers dans la mesure de l'inflation, jusqu'aux déplacements incrémentaux vis-à-vis de la neutralité de marché dans la politique du collatéral et à la prise en compte de l'impératif écologique ? Quels peuvent être les effets des mesures de relance adoptés ? Ces mesures s'articulent-elles avec les objectifs de la transition écologique ? Quelle est la pertinence des propositions en termes de finance fonctionnelle ou de théorie monétaire moderne ? Nous nous demanderons ici si (et si oui dans quelle mesure) les politiques monétaires devraient accompagner les politiques budgétaires expansionnistes afin de limiter les contraintes de financement des déficits et dettes. De même, nous interrogerons la qualité « démocratique » et politique des institutions en charge de la stabilité monétaire et financière : qu'en est-il de l'indépendance des banques centrales aujourd'hui ? Comment le débat public s'est-il saisi de ces problématiques et objets monétaires jusqu'à faire évoluer, en leurs seins, ces technocraties qui se voulaient des tours d'ivoires ? Comment ces cénacles sont-ils saisis par l'urgence sociale et climatique ou, au contraire, s'en maintiennent à l'abri ?

II. Innovation et débordements des institutions de la monnaie



Dans le deuxième axe de réflexion, on abordera la question des innovations monétaires et de l'évolution des pratiques monétaires par les utilisateurs (quelles sont les implications du *cashless* par exemple ?). Autrement dit, dans quelle mesure les monnaies complémentaires ou alternatives peuvent-elles être porteuses de modifications structurelles dans nos comportements économiques ? Les innovations monétaires numériques obligent-elles à revoir les conceptions de la souveraineté et de la confiance ? Les monnaies numériques de banques centrales sont-elles un contrepied aux monnaies privées décentralisées, un instrument d'inclusion financière ou de contrôle sociétal ? Quelles sont les conséquences potentielles du développement de monnaies numériques portées par des firmes ? Peuvent-elles accompagner la relocalisation d'activités ou financer des investissements nécessaires à la transformation productive et à la transition écologique ? Les expériences de création de monnaies complémentaires, de crypto-monnaies, de monnaies alternatives ou de monnaie index peuvent-elles susciter des propositions adaptées au contexte actuel ?

De manière générale, la tenue de ces journées d'études vise à susciter les contributions mettant en évidence les conditions requises pour que les évolutions monétaires ne soient pas déstabilisantes et ne compromettent pas l'atteinte des objectifs retenus. Les analyses ou comparaisons historiques sont particulièrement recherchées. Toute recherche s'inscrivant dans les sciences sociales et étudiant le fait monétaire et contribuant à enrichir les réflexions en cours sur l'économie politique de la monnaie est potentiellement bienvenue, de même que les contributions s'inscrivant dans des courants de pensée économiques non standard.